

Introduction

L'indicateur économique dominant est actuellement, et depuis longtemps, le Produit Intérieur Brut (PIB). Le PIB mesure le niveau de production d'un pays. C'est sa variation qui permet de mesurer le taux de croissance économique. Le PIB est apparu en France en même temps que la Comptabilité Nationale (CN) en 1945.

En plus de mesurer la croissance économique et d'être l'indicateur de base des comparaisons internationales, il devait aussi permettre de mesurer, avec le PIB par habitant, l'évolution du bien être économique des individus. Pendant les 30 Glorieuses, le PIB/hab a très fortement augmenté et on a observé de formidables gains en niveau de vies, en bien être. Le PIB n'était pas remis en cause, ou du moins on s'en contentait. Mais depuis quelques années, le PIB, en tant qu'indicateur de bien être, est vivement remis en cause. Dans notre économie moderne, plus complexe, est-ce que le bonheur est toujours dans le PIB ?

Autrement dit : le PIB est-il un bon indicateur de bien être ? N'y a-t-il pas d'autres facteurs de bien être que le PIB ne prend pas en compte ?

Nous allons tout d'abord présenter plus précisément le PIB, et voir les insuffisances du PIB comme indicateur de bien être. Nous allons ensuite voir que d'autres indicateurs ont été créés afin de mieux appréhender le bien être, notamment ceux du PNUD, avant de voir les recommandations que préconisent un groupe d'expert, la Commission Stiglitz, pour mieux mesurer le bien être.

I) Le PIB un indicateur de performance économique...

La mondialisation a permis d'augmenter la richesse mondiale, en générant toutefois de fortes disparités économiques sur le plan géographique. En effet, en moins de cinquante ans, les écarts de revenus au niveau de la planète ont quasiment triplé : il était de 1 à 30 au début des années soixante, le rapport entre les 20% les plus pauvres et les 20% les plus riches est passé aujourd'hui de 1 à 80.

Depuis toujours l'indicateur le plus utilisé, notamment par la Banque mondiale, mais également le plus controversé, est le Produit Intérieur Brut (PIB) : il permet de comparer les niveaux de développement entre pays et ainsi renseigner sur l'état d'avancée ou de recul de l'activité économique.

A) Définition

Le Produit Intérieur Brut ou PIB a été élaboré aux Etats-Unis, en 1932 pendant la « Grande Dépression », à la demande du Congrès qui souhaitait élaborer un indicateur synthétique de l'activité économique nationale afin de guider le choix des orientations politiques et d'en mesurer les effets. Le PIB est alors devenu, au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale, sous l'influence des néo-keynésiens, l'instrument majeur de mesure de l'activité économique. D'abord établi aux Etats-Unis, le PIB s'est ensuite universalisé, sous l'égide des Nations Unies.

Le PIB mesure le niveau de production d'un pays, c'est-à-dire sa croissance économique et permet donc d'évaluer et de comparer les performances économiques des pays. En résumé, il peut être défini comme la somme des valeurs ajoutées des producteurs résidant sur le territoire national.

Le PIB, Produit Intérieur Brut, est une estimation de ce qui, dans l'activité humaine, est mesuré de façon monétaire, il est exprimé en dollar US. Pour une activité donnée,

on mesure ce qui a été produit ; on en déduit ce qui a été consommé dans le cadre de cette production ; et l'on obtient ce qu'on appelle la valeur ajoutée correspondante à cette activité. Le PIB est la somme de toutes les valeurs ajoutées créées au sein d'une économie.

Le PIB est donc une façon de mesurer les richesses créées, en général dans un pays et pour une année donnée. Il y a trois façons complémentaires de calculer le P.I.B. :

Le calcul à partir de la production des unités résidentes

Le PIB selon l'optique de la demande

Le PIB calculé à partir du revenu

Le PIB selon la production des unités résidentes

Dans ce cas :

La valeur ajoutée d'une entreprise se calcule en soustrayant la totalité des consommations intermédiaires (c'est-à-dire tous les achats faits à l'extérieur de l'entreprise et incorporés dans le produit fini) à la valeur de la production vendue. Faire la somme des valeurs ajoutées, c'est ajouter la production réellement réalisée par tous les agents économiques. Cela permet donc de connaître la production totale réalisée dans l'année. Cependant, les valeurs ajoutées sont évaluées aux prix de base, c'est-à-dire sans les impôts sur les produits dont la TVA. Les valeurs ajoutées étant calculées hors taxes, il faut ajouter les impôts sur les produits pour avoir le PIB « aux prix du marché ». On soustrait le montant des subventions car ces subventions permettent aux entreprises de diminuer leurs prix.

Le PIB selon l'optique de la demande, adressé aux unités de production résidentes

Dans ce cas :

En effet, la demande provient soit des unités résidentes pour la consommation ou pour l'investissement, soit des unités non résidentes (cette demande correspond donc à l'exportation qu'il faut ajouter à la demande intérieure). Cependant, une partie de la demande intérieure peut être satisfaite par des unités non résidentes (il s'agit donc des importations qu'il faut enlever de la richesse créée par les unités résidentes).

Par les revenus distribués par les unités de production résidentes Dans ce cas :

Toute la richesse créée est redistribuée sous forme de revenus primaires (salaires pour les salariés, EBE (Excédent Brut d'exploitation) pour les sociétés, revenus mixtes pour les indépendants) ; la différence entre les impôts sur la production et les importations et les subventions correspond à une sorte de revenu primaire puisqu'elle est prélevée sur la valeur ajoutée créée (voir répartition de la valeur ajoutée en classe de seconde ou de première) comme la rémunération des salariés pour calculer l'EBE. Autre explication : les revenus primaires proviennent du partage de la valeur ajoutée calculée au prix de base; pour obtenir la somme des valeurs ajoutées au prix du marché, il faut rajouter à la somme des revenus primaires le supplément payé du fait de ces impôts (nets des subventions) sur la production et les importations.

La croissance économique d'un pays est mesurée par le PIB. En effet, le volume et l'évolution du PIB reflètent l'état de l'économie d'un pays. Ainsi lorsque le PIB est important, l'économie est forte. Or, le Monde est 6 fois plus riche qu'en 1960, ce qui veut dire que le niveau de PIB a augmenté, mais en 90 ans l'écart entre pays riches et pays pauvres a triplé.

Par conséquent, le fait pour un pays d'avoir un PIB élevé ne traduit pas nécessairement l'idée que sa population vive mieux que celle d'un autre pays dont le PIB est plus faible, puisque beaucoup d'aspects du bien-être ne semblent pas être intégrés dans cet indicateur.

B) Les limites du PIB

Le PIB ne prend pas en compte certaines richesses créées qui peuvent être bénéfiques au bien-être des individus. L'approche traditionnellement retenue par les économistes pour mesurer le bien-être humain est seulement axée sur les ressources dont dispose chacun, qui sont généralement estimées en termes de revenu monétaire, de biens ou encore de consommation de biens et de services. Cependant, bien que les ressources matérielles apparaissent comme un élément favorisant le bien-être et participant au bonheur, des éléments autres que celles-ci participent tout autant à améliorer la qualité de vie des individus. Toutefois, ces activités et ressources qui contribuent à augmenter le bien-être des populations ne sont pas comptées dans le PIB, simplement parce qu'elles ne sont pas marchandes ou qu'elles n'ont pas de coût de production monétaire direct.

Le calcul du PIB s'appuie sur la comptabilité nationale, donc sur ce qui est déclaré à l'Etat. De ce fait, il ne prend pas en compte :

Le travail non rémunéré, celui que l'on fait pour soi-même (le travail domestique par exemple). Des activités non marchandes ne sont pas prises en compte dans le calcul du PIB tel que l'entraide entre voisins, l'éducation des enfants alors même qu'elles participent incontestablement au bonheur des individus, en développant notamment le lien social.

L'activité bénévole est un autre exemple de contribution au bien-être oubliée par le PIB: en effet, le travail des associations ne fait pas partie des activités qui contribuent à la richesse nationale au sens du PIB, justement parce qu'il est gratuit, non monétaire. Pourtant, cette activité semble produire autant de bien-être que l'activité salariée: l'aide aux SDF, aux discriminés, les aides alimentaires, l'organisation d'activités sportives ... sont des sources immenses de bien-être!

Ce que l'on produit pour soi-même encore appelée l'autoconsommation. Cette activité n'est pas prise en compte par le PIB et qui contribue pourtant au bien-être de la population est le travail domestique, c'est-à-dire le travail effectué dans la sphère privée (jardinage, repassage, préparation des repas). Le travail domestique est le travail invisible par excellence et pourtant il représente des volumes énormes et contribue au bien-être au même titre que le travail salarié. On estime en effet que le temps total passé au travail domestique non rémunéré est à peu près équivalent, dans les pays développés, au temps total de travail rémunéré. Si l'on décidait de lui attribuer la même valeur monétaire par heure de travail qu'au travail rémunéré, cela pourrait doubler le PIB!

- Le travail "au noir", et les activités illégales...

Nous pouvons aussi noter que d'autres limites au PIB peuvent être évoquées, mais elles semblent être moins importantes: le travail au noir et les activités illégales (ce que l'on appelle l'économie souterraine ou informelle) ne sont pas comptabilisés.

Le PIB exclut donc de sa mesure nombre d'éléments essentiels au bien-être social et

individuel simplement parce qu'ils sont gratuits. Ainsi, en plus de ne pas tenir compte des pertes de bien-être, le PIB ne tient pas compte des gains de bien-être, c'est-à-dire des contributions essentielles au bien-être.

Le PIB ne prend pas en compte les actions qui sont néfastes au bien-être ou à l'environnement. Le mode de calcul du PIB évoqué précédemment fait que l'on va comptabiliser comme création de richesses des éléments nocifs (néfastes) qui dégradent le bien-être des populations.

En effet, le PIB sera gonflé par tout ce qui peut se vendre et qui a une valeur ajoutée, ce qui entraînera une augmentation de la croissance sans prendre en compte le bien-être des populations.

Le PIB, ne prenant en compte que les données relatives à la production économique, il prend en compte les éléments bénéfiques et les éléments néfastes à la société dès lors qu'ils participent à augmenter la richesse créée et donc à améliorer la santé économique d'un pays.

Plusieurs exemples concrets peuvent illustrer cette limite.

Le premier exemple que l'on peut donner est celui des accidents de la route. En effet, les accidents de la route nécessitent des services de secours, des soins médicaux, des services de réparation automobiles... et contribuent donc à augmenter la production nationale, et donc le PIB. Ainsi, une société où il y a beaucoup d'accidents de la route aura tendance à avoir un PIB plus important qu'une société où les gens ont peu d'accidents. Cette société aura donc tendance à orienter ses activités économiques et une grande partie de ses ressources à la réparation des dégâts liés aux accidents, sans pour autant faire progresser le bien-être des populations; elle réparera les dégâts causés plutôt que de travailler à produire du bien-être supplémentaire : l'augmentation du PIB n'est donc pas, dans ce cas, synonyme de bien-être et de bonheur.

Cette même idée est applicable à un sujet très actuel: les dépenses nécessitées par la réparation des dégâts environnementaux liés à l'activité humaine (le naufrage de l'Erika, par exemple). Ceux-ci engendrent, pour y remédier, des productions et des dépenses qui augmentent le PIB (activités de dépollution, de remorquage, dépenses de santé...) tandis que ces dégâts n'augmentent pas notre bien-être, bien au contraire.

Donc, le PIB prend en compte des productions qui ne servent qu'à réparer les dégâts liés aux activités humaines et qui n'augmentent en rien notre bien-être.

Il ne faudrait donc pas compter comme contribution à la « vraie » richesse les dépenses (et la production correspondante) qui servent essentiellement à réparer les dégâts provoqués par les activités humaines de production ou de consommation.

Car, si les pollutions, l'épuisement des ressources naturelles, les délits... conduisent à une diminution du bien-être, qui pour être compensée implique de produire des biens et services réparateurs ou défensifs d'une valeur X, on ne peut pas tenir compte positivement ce X dans la mesure de la « vraie » création de richesses.

Un exemple concret: la destruction de la forêt amazonienne est une activité qui fait progresser le PIB mondial. Toutefois, le PIB ne compte pas les pertes de patrimoine naturel (ni les conséquences diverses sur climat, la biodiversité, les générations futures) mais il compte positivement sa destruction organisée.

Une phrase de Patrick Viveret, conseiller référendaire à la Cour des comptes en 2002

dans son rapport « Reconsidérer la richesse » illustre de manière claire cette première limite du PIB:

« _A supposer que nous n'ayons aucun accident matériel ou corporel, ni mort ni blessé sur les routes de France l'année prochaine, notre PIB baisserait de manière significative, la France perdrait une ou plusieurs places dans le classement des puissances économiques (...) Et la situation serait pire si disparaissait également de ces étonnantes additions une part des 170 milliards induits par les effets sur la santé de la pollution atmosphérique, les quelques cent milliards qu'ont généré les destructions de la tempête de l'hiver dernier et d'une manière générale tout le plomb des destructions sanitaires, sociales ou environnementales qui ont cette vertu de se changer en or par l'alchimie singulière de nos systèmes de comptabilité ».

L'une des limites du PIB est donc de ne pas tenir compte des dégâts et destruction liés à la croissance économique et qui entament le bien-être des populations. Dès qu'il y a production et vente monétaire, le PIB ajoute sans cesse de la richesse économique, sans se soucier de ce que l'on perd. Cette perte n'a certes pas de valeur marchande, mais peut avoir une valeur énorme pour notre bien-être actuel et celui des générations futures.

On a vu précédemment que le PIB était un facteur de développement mais que celui-ci ne parvenait pas à mesurer « le bien-être » d'une population. Il a été donc nécessaire pour mesurer le développement d'un pays de créer des indicateurs pour compléter le PIB et ainsi pouvoir montrer avec des données chiffrées le développement social d'un pays. Cela dit peuvent-ils correctement le « bien-être » d'une population. A forsure est-il possible de le mesurer ? C'est-ce que nous tenterons de démontrer dans ce 2ème axe.

*II) Les nouveaux indicateurs de bien être et le rapport *Stiglitz

Nous nous intéresserons notamment ici aux divers indicateurs qu'utilisent les économistes pour mesurer le « bien-être » d'une population. In fine, nous commenterons les recommandations du rapport Stiglitz présenté le 14 septembre 2009.

A/ Les principaux indicateurs de bien être

Dans cette partie nous nous centrerons sur les principaux indicateurs du PNUD ainsi que les indicateurs les plus courants mesurant le « bien-être » d'une population.

Avant de s'intéresser à proprement parlé des indicateurs du PNUD, il convient de donner une explication du Programme des Nations Unies pour le Développement. Il faut savoir qu'il est composé de 36 pays membres du conseil d'administration. Il a pour mission de promouvoir la gouvernance démocratique, réduire la pauvreté, prévenir les risques, aider à la gestion durable des ressources, empêcher la propagation de maladies graves comme le Sida et promouvoir le développement humain. Pour l'aider dans ses missions le PNUD utilise des indicateurs qui mesurent le développement que l'on peut assimiler ici au bien-être. Ainsi, tous les ans depuis 1990 il publie des rapports sur le développement des différents pays du monde dans lesquels on voit les indicateurs en question. Ceci dit quels sont ces indicateurs qu'utilisent le PNUD ?

Les indicateurs du PNUD Le PNUD utilise principalement quatre indicateurs

synthétisant, en quelque sorte, le bien être. On trouve l'indicateur de développement humain (IDH), l'indicateur « sexospécifique » de développement humain (l'ISDH), l'indicateur de pauvreté humaine (IPH) et l'indicateur de participation des femmes à la vie économique et politique (IPF) qui complète l'ISDH.

Tableau de l'indice développement humain pour les années 2000, 2005, 2006 et 2007 des 25 premiers états

{draw:frame}

Mais l'IDH n'est pas le seul indicateur utilisé par le PNUD, comme on l'a déjà fait remarqué il existe aussi l'ISDH qui est publié dans le rapport du PNUD depuis 1995. Cet indicateur permet d'évaluer les différences de situation des hommes et des femmes sous l'angle des trois critères retenus pour caractériser le développement humain (qui sont les mêmes que pour l'IDH) en d'autres termes l'ISDH et un IDH qui prend en compte les inégalités homme / femme. On peut toutefois ajouter que lorsque les différences entre les sexes se creusent l'ISDH diminue. Ensuite, on trouve l'IPF qui est lui aussi publié dans le rapport du PNUD depuis 1995. Cet indicateur complète l'ISDH. Enfin le dernier est l'IPH publié dans le rapport du PNUD depuis 1997. Cet indicateur signale des manques, des privations ou exclusions d'une partie de la population, il se base sur quatre critères qui sont la probabilité de décéder avant 60 ans, l'illettrisme, pourcentage de personnes en dessous du seuil de pauvreté et le pourcentage de chômeurs de longue durée.

Cela dit les indicateurs qu'utilisent le PNUD ne sont pas les seules qui existent. En effet, les économistes utilisent d'autres indicateurs qui sont principalement, l'indice de santé sociale (ISS), le baromètre des inégalités et de la pauvreté (BIP 40) et l'indice de sécurité personnelle (ISP).

_ {draw:frame} _

L'ISS : Indice de Santé Sociale Les seize variables qui composent l'Indice de Santé Sociale (ISS)

Pour calculer l'ISS, avec les seize variables présentés ci-dessus, on attribue à chaque variable une valeur numérique pour chaque année. Ainsi on fait la moyenne annuelle des notes obtenues. La moins bonne variable obtiendra une note de 0 la meilleure variable obtiendra 100, entre ces deux résultats pour noter des variables considérées comme intermédiaires le statisticien procédera par interpolation linéaire.

Cet indicateur permet de mettre en évidence de grands problèmes sociaux comme la maltraitance des enfants, le suicide des jeunes, etc

Graphique: L'indice de santé sociale américain à neuf variables, de 1959 à 1996

On peut remarquer que, comme on l'a vu dans la section précédente, que le PIB n'est pas un bon indicateur de développement puisque en 1975 la courbe représentant l'ISS et celle du PIB par habitant se décrochent. Présentant ainsi un fort décalage entre le PIB par habitant et l'ISS.

Il est donc aisé de dire, par le biais du graphique, que le PIB est très incomplet pour mesurer le développement, cela montre également que les indicateurs que nous sommes en train de voir ont une fonction plus que nécessaire dans la mesure du développement.

Le BIP 40 Par la suite, on peut rencontrer, comme autre indicateur de

développement, le BIP 40.

Il a été mis au point par le RAI (Réseau d'Alerte sur les Inégalités) et publié pour la première fois en 2002, le nom du BIP 40 trouve son origine dans l'anagramme du PIB, et dans la référence au CAC 40. Son objectif est de montrer les inégalités et la pauvreté dans le pays étudié par le biais de 58 indicateurs rangés dans six dimensions distinctes. On peut ainsi synthétiser les six dimensions de BIP 40 à travers le tableau suivant :

La méthode de calcul du BIP 40 ressemble à celle de l'ISS cela dit ici on note les différents indicateurs de 0 à 10. Mais contrairement à l'ISS le 0 n'est pas la moins bonne valeur mais la meilleure au cours de la période et 10 la moins bonne valeur sur la période. Ensuite on calcule une moyenne pondérée pour chaque dimension et pour l'ensemble. On ajoute entre autre que les coefficients de pondération sont subjectifs, arbitraires. Cela permet d'accorder un poids différent aux différents indicateurs pour mieux cerner les problèmes sociaux rencontrés par une société pour mieux agir sur la source du problème.

L'ISP : Indice de Sécurité Personnelle Pour finir, le dernier indicateur le plus utilisé pour mesurer le bien-être est l'ISP ou indice de sécurité personnelle. Il a été conçu au milieu des années 1990 par le CCSD, Canadian Council on Social Development.

L'avantage de cet indicateur est qu'il présente des variables peu utilisées dans les calculs des autres indices. En effet, la sécurité est considérée comme un facteur de bien-être mais est souvent « négligé » par les autres indices. L'ISP englobe trois dimensions qui sont: la sécurité économique qui prend en compte les aspects de la sécurité de l'emploi et de la sécurité financière, la sécurité devant la santé, protection contre les risques de maladie notamment et la sécurité physique, qui englobe entre autre le sentiment de sécurité face aux délits.

La méthode de calcul utilisée ici est proche de celle de l'ISS. On distingue les données « objectives » et « subjectives ». Chaque dimension se voit attribuer une pondération issue d'une enquête menée sur la population, sur l'importance que la population accorde aux trois dimensions présentées ci-dessus. Mais à l'intérieur des dimensions il n'y a pas de pondération pour chaque variable à la même pondération.

Pour les données objectives, à l'intérieur des dimensions, chacune des valeurs c'est vue affectée d'un même poids, on fait le rapport de la pondération sur le nombre de composant du domaine. Pour ce qui est des données subjectives on les classe sur une échelle de 1 à 7. On fait ensuite la moyenne, les variations relatives de cette moyenne sont appliquées à la valeur de référence.

Tout ces indices ont été créés dans le but de compléter l'agrégat précédemment étudié, le PIB. Tout ces indices bien qu'améliorant la mesure du bien être sont toutefois insuffisants. C'est notamment ce que pense le président de la République M. Nicolas Sarkozy qui a mandaté deux prix Nobel d'économie Amartya Sen et Joseph Stiglitz de réunir une équipe d'expert pour réfléchir sur les limites du PIB et sur des informations complémentaires qui pourraient être nécessaires pour aboutir à des indicateurs du progrès social plus pertinents, et d'en évaluer la faisabilité. Ainsi, La commission Stiglitz a pris acte de toutes ces avancées mais constate que ces

indicateurs ne sont pas suffisants

B) Le rapport *Stiglitz*.

Les experts de la commission Stiglitz se sont répartis sur trois questions. Le rapport est donc composé de trois chapitres : un qui porte sur l'amélioration de la production de la comptabilité nationale, un autre qui porte sur la mesure de la qualité de la vie et enfin un sur la soutenabilité.

L'amélioration de la production dans la comptabilité nationale (CN) est devenue nécessaire car il y a aujourd'hui un fossé entre la perception publique sur ce qui se passe dans l'économie et ce que disent les comptes nationaux. Il ne faut pas en conclure que la production de la comptabilité nationale est inutile. Le PIB est utile. Il y a un problème lorsque l'on veut passer du concept de production économique à un concept de bien-être. En effet, tout ce qui est produit ou investi, par les entreprises ou les administrations publiques, n'est pas directement bénéfique pour tous les consommateurs finaux que sont les ménages.

Il faut se centrer du point de vue des consommateurs et non plus des producteurs. Autrement dit, passer de la notion de production à la notion de revenus. Mais quel est le véritable revenu des individus ? La Commission retient le Revenu National Net. National et non pas intérieur car il faut prendre en compte les transferts de revenus, non négligeables notamment dans les pays en développement. Et Net car il faut retirer l'usure du capital.

La Comptabilité Nationale pourrait aussi améliorer la mesure de la production non marchande qui ne donne pas lieu à des échanges monétaires. Par exemple, pour le travail domestique, on pourrait prendre le prix sur le marché de l'aide familiale, ou on pourrait prendre le salaire auquel l'individu renonce pour faire sa tâche domestique. Il y a un arbitrage à faire pour cette production non marchande.

La comptabilité nationale évalue le service public par rapport à son coût (par exemple le salaire des professeurs). Mais la qualité du service n'est pas prise en compte. Il faudrait mesurer la productivité des services publics.

Toutes les mesures de la Comptabilité Nationale sont des agrégats, c'est-à-dire prises au niveau macroéconomique. Elle pourrait aussi s'intéresser au niveau de des individus eux-mêmes pour prendre en compte les inégalités.

Il faut prendre en compte la distribution des revenus. Au lieu de prendre en compte le revenu moyen, elle pourrait prendre le revenu médian.

En effet, on a observé qu'au cours des dernières années, aux États-Unis, le revenu moyen augmentait tandis que le revenu médian diminuait.

Mesurer la qualité de la vie

La commission part d'un constat : même si les ressources monétaires des individus sont mesurées correctement, elles ne sont pas des indicateurs suffisants de la qualité de la vie.

Il y a deux principales raisons à cela. Tout d'abord, les individus n'ont pas la même capacité à transformer leurs ressources monétaires en qualité de vie. Et il y a de nombreux facteurs de bien-être qui ne sont pas échangeables sur un marché et qui ne peuvent pas être comptabilisés de manière monétaire. Il faut prendre en compte ces facteurs. Pour mesurer la qualité de la vie, il faut répondre à la question suivante :

qu'est ce qu'une bonne vie ? On peut répondre à cette question selon différentes approches. Mais il y en a deux principales :

l'approche subjective (les individus évaluent eux même leur qualité de vie)

l'approche objective

La commission pense qu'il faut des mesures à la fois objective et subjective. Elle préconise principales recommandations réalisables dès aujourd'hui ou nécessitant des progrès dans le calcul statistique :

intégrer dans les enquêtes des mesures subjectives de la qualité de la vie améliorer les mesures chiffrées des caractéristiques objectives qui déterminent la qualité de la vie. Ces facteurs sont notamment la santé, l'éducation, l'activité personnelle (travail rémunéré, travail domestique, loisir, trajet domicile – travail), la capacité des citoyens à faire entendre leur voix, les liens sociaux, les conditions environnementales des individus (accès à l'eau potable, à des jardins publics, la qualité de l'air), et la sécurité économique (conséquence d'une perte d'emploi).

fournir une mesure des inégalités de la vie. Cette recommandation vient notamment du fait qu'il y a une différence entre les statistiques agrégées et la perception qu'ont les gens de leur situation. L'inégalité de vie ne veut pas seulement dire inégalité de revenus. Il y a d'autres inégalités : les inégalités d'accès à la santé, d'éducation, de sécurité...

faire le lien entre les différentes dimensions objectives de la qualité de vie. On part du constat que la perte en qualité de vie pour une personne qui est pauvre et malade est supérieur à la somme de la perte de la qualité de vie d'une personne pauvre et d'une personne malade. Il ne faut donc pas se limiter à des indicateurs par dimensions, car il y a des personnes qui cumulent beaucoup de désavantage. La commission voudrait construire des indicateurs d'accumulation de ces avantages.

Poursuivre les recherches pour agréger les différentes dimensions de la qualité de la vie. Le but est qu'on ne se focalise plus seulement sur le PIB. C'est une tâche très difficile car elle implique des jugements des valeurs et que cela pourrait masquer des inégalités. En effet, l'IDH, qui est un agrégat, a des défauts. C'est un indicateur moyen de santé, d'éducation et des revenus, qui peut masquer des inégalités.

Il faudrait construire un indicateur plus synthétique. La commission fait deux propositions d'agrégations :

l'indicateur U (unhappiness), proposé par Kruger. Son but est de représenter la proportion de temps passé dans une journée où l'état effectif qui domine est négatif. C'est une mesure à la fois objective (mesure du temps passé) et subjective (fait appel aux sentiments)

la méthode d'équivalence : exprimer les éléments non monétaires de la qualité de la vie en revenu équivalent. Cela pose un problème car il faut connaître les préférences des individus.

La soutenabilité

Le but de cette sous commission est d'évaluer les chances que le bien être ou les performances courantes reste au moins égal pour les générations à venir. On cherche des tendances d'évolutions du bien être futur.

La commission fait une revue des proportions existantes. Elle a réfléchi surtout sur trois principaux indices pour mesurer la soutenabilité, mais elle n'en a retenu que deux, sur la base desquelles il faut travailler. Le troisième : le PIB vert, n'a pas été retenu, parce que même si le PIB vert est inférieur au PIB, on ne sait pas si les générations futures sont préservées ou pas. Les deux indices retenus sont :

L'épargne nette ajustée : un indice qui compte négativement la consommation des ressources épuisables, les émissions de CO₂, et qui compte positivement l'épargne et l'équivalent monétaire de tout ce qui est fait pour l'accumulation du capital humain (éducation). Cet indice a des limites, car comparativement à l'épargne, les autres variables ne font pas le poids. Ainsi, la Chine est la première du classement avec cet indice, alors que ce sont les premiers pollueurs de la planète.

L'emprunte écologique : un indicateur d'alerte sur les ressources renouvelables. Elle est exprimée en nombre de planète que l'on consomme.

La commission recommande de mesurer la soutenabilité à part. Il ne faut pas tout synthétiser dans un indicateur unique.

Conclusion

Références bibliographiques

Ouvrages

Clerc D. Déchiffrer l'économie, Ed La Découverte 2004

Viveret P. Reconsidérer la richesse, Ed de l'Aube, 2004

Articles

Bertho F. et Moatti S. « Les inégalités mondiales augmentent-elles ? » Alternatives économiques (hors série) n° 70, octobre 2006

Gadrey J. « La croissance fait-elle le bonheur ? » Alternatives Économiques, hors série n° 68, avril 2006

Gadrey J. « De la croissance au développement : à la recherche d'indicateurs alternatifs » Séminaire Dares, 15 octobre 2002

Meda D « Pour de nouveaux indicateurs de richesse » les Cahiers du management, 2001

Ravignan A. « Une pauvreté endémique » Alternatives économiques hors série n° 70, octobre 2006

Babeau A. Problèmes économiques n°2989 Pages 37 à 42, 17 février 2010

Gadrey J et Cotrice J « Les nouveaux indicateurs de richesse » Repères

Sites Internet

www.universalis.fr/encyclopedie/microeconomie-economie-du-bien-etre/

www.insee.fr/fr/methodes/default.asp?page=definitions/produit-inter-brut-prix-march.htm

fr.wikipedia.org/wiki/Produit_intérieur_brut

hdrstats.undp.org/fr/indicators/74.html

www.ladocumentationfrancaise.fr/dossiers/banque-mondiale-fmi/bird-pauvrete.shtml

www.gouvernement.lu/salle_presse/actualite/2006/11/09pnud/index.html

hdr.undp.org/fr/rapports/mondial/rmdh2005/

www.touteconomie.org/index.php?arc=bv1&manif=47